

Message du Président de l'année 2004 à l'Assemblée générale publique du jeudi 26 mai 2005 au Casino de Morges

4,56 milliards de francs de chiffre d'affaires, **7,2%** du produit intérieur brut du canton et **8,6%** de ses emplois. Ces quelques chiffres tirés de l'étude de Rütter et Partenaires sur l'importance du tourisme vaudois ont surpris. Ils ont surpris même les initiés, qu'ils soient directeurs d'office du tourisme, prestataires ou hôteliers. En effet, depuis quelques années et sur la base d'études fragmentaires antérieures, nous évaluions les retombées du tourisme pour notre canton aux environs de 3 milliards de francs.

Contrairement à d'autres produits, textiles par exemples, ces 4 milliards et demi sont réalisés entièrement sur place par 22 500 collaborateurs, qui vivent, dépensent et paient des impôts dans le canton. Le tourisme n'est pas délocalisable. Il ne peut pas produire ailleurs en payant les charges en yuans ou en roupilles et facturer ensuite en francs suisses ou en euros. Le tourisme est donc une branche économique extrêmement importante et qui, si sa rentabilité est parfois jugée trop faible, est une grande pourvoyeuse d'emplois.

L'hôtellerie – l'hébergement pur sans la restauration - est l'acteur économique le plus important du tourisme. Avec les autres prestataires directs du tourisme, elle réalise 49% de la valeur ajoutée brute et crée ainsi les conditions de base indispensables au fonctionnement de l'ensemble de l'économie touristique. En résumé, sans les remontées mécaniques, sans les attractions sportives ou culturelles et sans l'hôtellerie-restauration, l'autre moitié de la valeur ajoutée n'existerait pas et 7,2 % du produit intérieur brut du canton disparaîtrait. - Dans les Alpes vaudoises, ce serait même 29 %.

Dès lors, et sachant que notre hôtellerie ne vit pas, depuis une quinzaine d'années, une période dorée, mais qu'elle surfe de crise en crise avec quelques bonnes années entredeux, penchons nous sur l'état du malade :

Le monde est devenu un village. Malgré la hausse récente du kérosène, le prix du voyage lointain ne suffit pas à compenser les disparités des conditions cadre. Voilà le grand mot lâché, le cœur du problème, ce sont les conditions cadre offertes par notre pays et notre canton.

Sur le plateau positif de la balance, il y a nos paysages relativement bien conservés, la sécurité, les transports publics performants, la tranquillité générale et une certaine qualité des infrastructures.

Sur le plateau négatif, le niveau de vie très élevé du pays et surtout le niveau très élevé des coûts tant en marchandises, en biens d'équipement que de la main d'œuvre. Il y a aussi pléthore de taxes en tout genre, dont celle annoncée sur le CO2. Il y a encore les tracasseries administratives et les lois complexes et inapplicables ou alors à un coût prohibitif. Je citerai là les ordonnances d'application de la loi fédérales sur le travail, les prescriptions d'autocontrôle en matière d'hygiène et celles sur la santé et la sécurité au travail, mais aussi les bulletins d'arrivée que les hôtes étrangers et même les suisses qui y sont pourtant habitués ont de plus en plus de peine à remplir.

J'en viens à l'évolution souhaitable des fameuses conditions cadre. Que faudrait-il pour redonner du souffle à notre branche économique et qu'elle retrouve son âge d'or où un hôtel finançait lui-même son terrain de golf ?

Un franc suisse pas trop fort

Un prix du kérosène plus élevé

Des prix d'achat des produits agricoles comparables à ceux des pays voisins

Des coûts de main d'œuvre analogues aux autres pays européens

Une augmentation des prix de revient dans les autres pays

Un peu moins de perfectionnisme législatif, simplification et allègement des contraintes légales

Un financement plus avantageux

Des moyens financiers plus importants pour la promotion touristique – pour mémoire une région d'Autriche dispose de près de trois fois le budget de suisse tourisme.

Je pourrai allonger la liste à l'infini ...

L'hôtellerie ne demande pas à être subventionnée ou protégée. Elle souhaite simplement pouvoir se battre à armes égales avec ses concurrents étrangers.

Le problème est colossal. Les solutions ne seront pas toutes trouvées dès demain. C'est plutôt un état d'esprit général qu'il faudrait insuffler à tous les décideurs politiques, juristes faiseurs de lois ou grands commis de l'administration pour qu'ils se posent à chaque fois la question : Est-ce que mon projet améliore les conditions cadre afin que l'hôtellerie puisse se développer de manière dynamique et rester le moteur d'une branche économique essentielle de ce pays.

Merci de votre attention.

Le 26 mai 2005 / Philippe Thuner, Président d'Hôtellerie Vaudoise